

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

(ÉPREUVE N° 265)

ANNÉE 2018

ÉPREUVE CONÇUE PAR ESSEC BUSINESS SCHOOL

VOIE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

La construction européenne confrontée à la question de la nation (1351-2018)

En avril 2018, Viktor Orban est réélu triomphale-
ment à la tête de la Hongrie, son parti remportant les
deux tiers des sièges disponibles au parlement. Cette victo-
riale montre le succès auprès du peuple hongrois de la politi-
que nationaliste menée par son dirigeant : il s'oppose à l'Uni-
on européenne en dénonçant le plan de répartition des migrants dan-
chaque pays européen et il défend l'idée de donner la nationa-
lité hongroise aux minorités qui vivent dans les pays voisins,
notamment la Hongrie, renouant ainsi avec le rêve d'une
« grande Hongrie ». Pour le politologue Ivan Hirstov,
dans l'Europe (2017), l'exemple hongrois symbolise la
montée des nationalismes dans les pays d'Europe de l'Est qui
exigent une dissolution de leur identité nationale au fait des mi-
grations et de la construction européenne au point de remettre
en cause celle dernière. La construction européenne est le proces-
sus quantitatif (les élargissements) et qualitatif (l'approfondissement
des coopérations) qui vise à faire du continent européen un es-

paix et de prospérité. Elle entraîne avec à son lancement en 1951 avec le traité instituant la CECA comme une solution à la question, c'est-à-dire au problème, que pose la nation. La nation, groupement d'individus qui se définit par l'occupation d'un territoire et le partage de mêmes repères et d'une même histoire et dont l'organisation politique est celle de l'Etat-Nation, apparaît en effet au lendemain de la Seconde Guerre mondiale comme la cause des problèmes de l'Europe : c'est elle qui a divisé le continent et a entraîné sa ruine. La construction européenne est alors le moyen de s'émanciper du cadre national et de protéger le continent européen du nationalisme. Mais tout au long du processus, la construction européenne n'a cessé d'être confrontée, c'est-à-dire remise en cause, par la nation et semble aujourd'hui, pour des raisons, exacerbée par les nationalismes, comme en Hongrie. Comment expliquer que la construction européenne contribue à la montée des nationalismes alors que son ambition était d'être un rempart contre ces derniers ? La construction européenne est confrontée à la question de la nation car elle est considérée comme le moyen par lequel l'Europe peut échapper au nationalisme (I). Mais la construction européenne demeure confrontée à la question de la nation qui cherche à l'enrouler car elle apparaît comme une menace pour elle-même (II). La construction européenne a ainsi pu déstabiliser et contribué à la réémergence de la question de la nation avec la montée des nationalismes (III).

la construction européenne est confrontée à la question de la nation car elle a été considérée comme le moyen par lequel l'Europe peut échapper au piège du nationalisme qui a causé sa ruine.

Après la Seconde Guerre mondiale, la construction européenne apparaît comme le régime aux nationalismes européens, la solution pour éviter une nouvelle guerre sur le continent. L'Europe est en effet le lieu où s'est forgé le concept de nation : le traité de Westphalie en 1648 marque l'avènement de l'Etat-nation qui ne cesse de se renforcer en exacerbant le nationalisme des individus qui le composent, c'est-à-dire en relevant la réciprocité des valeurs et de l'identité qui le constituent et en défendant le territoire. Cette exacerbation atteint un paroxysme au début des années 1910 et connaît la Première Guerre mondiale (1914-1918) et la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), qui ravagent l'Europe. Bien qu'il y ait eu un nouveau conflit, le déplacement du cadre national vers la construction européenne est alors envisagé. Dès lors son départ, la construction européenne est confrontée à la question de la nation.

La construction européenne a alors pu s'agir de déposer le cadre de l'Etat-nation en renforçant la coopération entre ses membres avec des politiques communes. En 1950, lors du discours du Débar de l'Orage, Robert Schuman imagine la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), effective en 1951, entre six pays européens (Belgique, Allemagne, France et Italie).

du CECA à par leur de lancer une coopération entre les Etats européens dans un secteur symbolique de l'indépendance nationale : la sidérurgie. Cette logique de coopération s'étend avec le succès de ce CECA au domaine commercial avec la mise en place d'un Tarif Extérieur Commun (TEC) avec le CEE en 1957 ; le commerce, fer de lance de la défense nationale devient une affaire commune. Cette volonté de réparation se s'incarne avec la création d'institutions européennes : la Commission Européenne à Bruxelles, le Parlement Européen à Strasbourg et le Comité de Jérusalem à Luxembourg dont les prérogatives se renforcent avec l'Institution de politiques communes comme le FEDER (1975) ou l'Europe Bleue (1983) dont l'action est menée à l'échelle européenne et non plus nationale.

La construction européenne a ainsi permis l'apaisement des tensions nationales entre les Etats, malgré des échecs. La paix est le gage de la réussite de la construction européenne comme réponse à la question de la nation : jamais l'Europe n'a connu une aussi courte période de paix. La réconciliation entre les deux nations ennemis qui étaient la France et l'Allemagne symbolise ce succès. Depuis le Traité de l'Elysée (1963), un « couple franco-allemand » s'est ainsi constitué et montre le rapprochement entre les deux pays : l'amitié en tant que base de la formation d'un futur union de l'Europe franco-allemande. Il existe une coopération dans un domaine relevant de la défense nationale. De même, la construction européenne a permis de réconcilier et de rapprocher les nations avec elles-mêmes. La

réunification allemande a été acceptée par l'Europe en 1990 en échange de la création d'une monnaie commune : l'euro. Les institutions européennes ont mis pris part à l'épanouissement des nationalismes : l'Union Européenne (UE) a joué un rôle fondamental pour apaiser les tensions entre l'Irlande du Nord et Berlin si le fin du conflit armé entre l'IRA et le Royaume-Uni. Cependant l'Europe échoue à résoudre la question de la nation en dehors de ses Etats membres : elle se trouve incapable de résoudre ce conflit yougoslave. (1990-1995)

En effet, la construction européenne demeure confrontée à la question de nation qui devient à l'autre-terre car elle apparaît comme une menace pour celle-ci.

Sur sa logique supranationale, la construction européenne remet en cause l'organisation politiques des nations, l'Etat-Nation, et leur identité. La construction européenne pousse en effet l'Etat-Nation de nombreuses prérogatives qui relèvent de son affirmation nationale. L'Etat-Nation européen ne contrôle plus sa politique communautaire : elle est négociée à Bruxelles avec les pays étrangers, comme le Canada avec le CETA. Il n'y a plus d'indépendance budgétaire, la Commission Européenne a un droit de regard sur le budget national. Certains sont plus d'une monnaie avec l'introduction de l'euro à partir des années 2000. L'identité de la nation est enfin remise en cause avec la question des frontières

des élargissements successifs (1973, 1986, 1989, 1995, 2007, 2013) bouleversent les frontières de l'Union Européenne et la mise en place de l'espace Schengen à partir de 1985 fait disparaître les frontières intérieures de l'UE, celle des Etats-Nations, en autorisant la libre-circulation des hommes. Or la frontière est le fondement de l'identité d'une nation rappelle Débyat dans Elage de la frontière. La nation est ainsi questionnée, d'autant plus qu'il enjeu l'idée d'une identité européenne au-delà de valeurs (l'humanisme, la démocratie, les droits de l'homme), d'une langue (l'espéranto) et de croyances culturels, encouragés par le programme Erasmus.

Cette remise en cause de la nation a entraîné une crise de la construction européenne par les Etats-Nations. La construction européenne est très vite confrontée à la question de la nation qui se voit remise en cause : le rejet par le Parlement européen du Traité de l'Union Européenne de la Défense (CED) en 1984 en est la preuve. De même, « la politique de la chaise vide » menée par De Gaulle montre les réticences de la nation à la logique supranationale : le dirigeant français bloqua la construction européenne entre 1965-1966 en refusant d'y siéger pour protester contre le principe du vote si la majorité qualifiée et non à l'unanimité. Une nation pouvait en effet ne pas apprécier des politiques auxquelles elle n'appartenait. La logique supranationale fut ainsi rejetée dans les années 1980 par le Bayreuth-Umlauf. Morgan et Grottelie refuse l'idée de

contribuer au budget de la CEE sans recevoir la somme équivalente en retour : « I want my money back » dommage. Ce blocage est initié par le rejet en 2005 par le Pays-Bas et la France d'un Constitution Européen- me ou par le refus d'accueillir des migrants en 2015-2016 par le Groupe de Visegrad.

La construction européenne a cependant réussi à surmonter ces blocages et à répondre aux questions de la nation par l'adoption du compromis. Le compromis du Luxembourg en 1966 met fin à la « politique de la laissez faire » en laissant certains domaines dans le système des vœux à l'insécurité. Dans les années 1990, le principe d'une « Europe à la carte » est entériné de fait avec le choix de certains pays de refuser l'au (Danemark) ou l'espèce britannique (le Royaume-Uni). Le cadre na- tional définit ainsi toujours le fonctionnement de la CEE et de l'UE avec le Conseil Européen qui réunit les chefs d'Etat des pays-membres par exemple, ou le principe de majorité qui privilégie la plus petite unité possible. La victoire du Brexit en 2016 montre cependant la limite de ces réponses : Les Britanniques, inquiets de la perte de contrôle de leurs frontières, préfèrent se retrouver d'une indé- pendance qu'ils considèrent comme une menace pour leur identité.

La construction européenne a progressivement con-

tribué à la réurgence de la question de la nation avec la montée des nationalismes à l'échelle régionale.

La construction européenne a contribué à exacerber ces tensions à l'intérieur des nations en remettant en cause la nation et l'Etat-Nation par le bas. La construction européenne a en effet donné une nouvelle importance aux institutions relevant de l'échelle locale ou régionale visées par le FEDER ou par la reconnaissance d'une identité particulière. En 1992 est ainsi adopté le « Plan Europeen des langues régionales et minoritaires ». La construction européenne décale les Etat-Nations en faisant émerger de nouvelles instances à l'échelle régionale : c'est le cas des Euro-régions comme l'Euro-région Montpellier qui réunit la Haute, le Languedoc et la Lorraine, ou l'Euro-région Bourgogne. Enfin, la reconnaissance de nouveaux Etat exacerbe la question de la nation : la reconnaissance des Marocains en 2008, qui s'est séparé de la Serbie a relégué la question nationale dans les Balkans.

La construction européenne conduit ainsi à la montée des « régionalismes régionalisés » (B. Giffen). Il y a ainsi une haune des tensions communautaires dans certains pays : en Belgique entre les Flamands et les Wallons, en Ukraine avec les minorités ukrainiennes majoritairement parlées par les Russes. Ces tensions peuvent déboucher sur des revendications autonomistes, profitant de l'effacement

éloignement de l'Etat-Nation (Présidentiel 5). Peut-être le cas de l'Italie du Nord par des raisons économiques : elle refuse de contribuer au développement du Plébiscitisme (Italie du Sud), ou de l'Ecole qui aspire à une grande autonomie. C'est enfin le résultat de la Catalogne : le 27 octobre 2017, son président, Carles Puigdemont, proclame (illégalement selon l'Espagne) l'indépendance de la Catalogne par des raisons tout autant politiques qu'économiques.

La construction européenne apparaît alors moins monolithique et l'UE semble incapable de répondre à cette question de la nation. Celles-là l'UE a appris les leçons entre le Lituanie et la Réunie en facilitant le passage des Réunes vers l'enclave. Mais elle apparaît divisée face aux revendications sécessionnistes de la Catalogne, qu'elle ne reconnaît pas, ou de l'Italie du Nord. De même, une possible entrée de l'Ecole dans l'UE fait débat car elle reçoit une comme un encouragement à l'élargissement des matières. La construction européenne est ainsi suspendue à la question de la reconnaissance de nouvelles nations, elle qui avait pour objectif d'être un rempart contre cette tendance.

En remettant en cause l'idée de nation et d'Etat-Nation par le Pouj et par le Bas, la construction européenne a contribué à une révolution des moeurs.

tionalismes à l'échelle régionale et de diaconiens à l'échelle intereuropéenne. Tous les constructeurs européens n'ont pas le sens respectif, la neutralité envers un point d'angle, et elle stabilise malgré tout les revendications, comme le montre la question que pose aujourd'hui la frontière Nord-Irlanraise dans ces négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE.